

## Commerce : avec la Chine, la plus vaste zone de libre-échange voit le jour en Asie

Avec la ratification, mercredi, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, la plus vaste zone de libre-échange commerciale sera opérationnelle dès l'an prochain. Elle consacre une victoire politique de la Chine sur les Etats-Unis.



En ratifiant le partenariat commercial asiatique du RCEP, le Parlement australien, à Canberra, ouvre la voie à son entrée en vigueur dès l'an prochain. (iStock)

Par [Richard Hiault](#)

Publié le 3 nov. 2021

Il ne manquait plus que deux pays pour donner vie au plus vaste espace de libre-échange dans le monde. Mercredi, l'Australie et la Nouvelle Zélande, dans la foulée de la Thaïlande le 28 octobre dernier, ont annoncé avoir ratifié le partenariat économique régional global (RCEP).

« Les entreprises pourront profiter des avantages du RCEP dès le début de l'année prochaine », a déclaré le ministre néo-zélandais chargé du Commerce et de la Croissance

des exportations, Phil Twyford. « Le RCEP renforcera les relations commerciales de l'Australie avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) », ont commenté [dans un communiqué commun](#) la ministre des Affaires étrangères australienne, Marise Payne, et le ministre du Commerce, du tourisme et de l'investissement, Dan Tehan.

[Signé le 15 novembre 2020, ce vaste partenariat régional](#) rassemble les 10 pays membres de l'Asean auxquels s'ajoutent la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. A ce jour, six pays de l'Association (Brunei, Cambodge, Laos, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam) l'ont ratifié à l'instar du Japon, de la Chine et, depuis ce mercredi, de l'Australie et la Nouvelle Zélande. C'est plus que le minimum requis - au moins six pays de l'Asean et trois non-membres - pour que l'accord puisse entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

## **Un tiers du PIB mondial**

C'est donc un vaste marché de 2,2 milliards de personnes et 26.200 milliards de dollars de production mondiale, soit 30 % de la population et du Produit intérieur brut mondial. Il établit des règles communes en matière de commerce de biens et de services, de propriété intellectuelle, de commerce électronique et de concurrence. Il élimine notamment les droits de douane sur près de 90 % des marchandises échangées entre les pays signataires pendant les vingt prochaines années.

Selon le centre de recherche basé à Washington, le Peterson Institute for International Economics, ce partenariat pourrait générer un surplus de Revenu national brut (RNB) de 186 milliards de dollars chaque année d'ici 2030 pour les pays signataires. Ce serait 0,2 % de PIB supplémentaire, avance encore le centre de réflexion.

« Ces avantages iront en grande partie à la Chine, au Japon et à la Corée, avec des gains, respectivement, de 85, 48 et 23 milliards de dollars », indiquent, dans [leur note de recherche](#), Peter Petri et Michael Plummer.

C'est bien plus que les 147 milliards de dollars de RNB attendu de l'autre partenariat régional - le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership - qui rassemble 11 pays riverains du Pacifique, dont le Canada, le Mexique, le Japon et l'Australie, que l'ancien président des Etats-Unis, Donald Trump, avait décidé de laisser tomber.

En pleines tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, l'entrée en vigueur dans deux mois du RCEP constitue bel et bien une victoire politique de la Chine.